Bulletin de l'Initiative Communiste-Ouvrière - N° 38 - Dec 2013

Communisme-ouvrier



www.communisme-ouvrier.info - contact@communisme-ouvrier.info - (33) 06 17 56 01 74

Tous ensemble contre le chômage et les licenciements !

Alors que le taux de chômage ne cesse d'augmenter, nous apprenons chaque jour une nouvelle fermeture d'usine, un nouveau plan de licenciement ou de nouvelles suppressions de postes.



Face au rouleau compresseur patronal contre l'emploi, les travailleurs se battent. A La Redoute, où 700 emplois sont menacés, 1.200 salariés ont manifesté dans les rues de Lille le 7 novembre ; le même jour, les ouvriers ont bloqué l'usine Goodyear d'Amiens-Nord, alors que le PDG de Titan a annoncé être prêt à racheter l'usine mais en licenciant tous les ouvriers ; dans l'agro-alimentaire, les travailleuses et travailleurs résistent par la grève contre la fermeture de leurs usines que ce soit à la conserverie Val-d'Aucy à Ciel, en Saône-et-Loire, ou à l'usine Marine Harvest de Poullaouen. En Alsace, ce sont les ouvriers de BASF qui se mobilisent contre les suppressions d'emploi. Les salariés de France Télévisions se sont mis massivement en grève le 7 novembre.

Aux quatre coins du pays, dans tous les secteurs d'activité, c'est un même combat. Si le chômage explose, du travail par contre, il n'y en a jamais eu autant dans nos boîtes, mais nous sommes de moins en moins nombreux pour produire plus. Partout la charge de travail explose à chaque suppression de poste. Pour ne prendre qu'un seul exemple, à l'usine PSA de Mulhouse, en dix mois, les effectifs du site ont diminué de 353 salariés, alors que la production quotidienne a augmenté de 30% ! Dans de nombreux hôpitaux ou bureaux de poste à travers le pays aussi, c'est régulièrement que les travailleurs débrayent pour obtenir des créations de postes.

Pour mettre fin aux licenciements, pour faire baisser le chômage, c'est tous ensemble qu'il va falloir se battre, du Nord Pas de Calais aux Bouches du Rhône, de la Bretagne à l'Alsace. Les directions syndicales nationales ne semblent pas vouloir impulser un tel mouvement, c'est donc à nous, dans nos boîtes, qu'il convient de militer pour aller vers un mouvement unitaire de tous les travailleurs.

Pour faire reculer le chômage et la misère, nous savons bien que nous ne pouvons compter pas compter sur les politiciens au service des patrons qui licencient.

Mais nous, travailleuses et travailleurs, nous pouvons, en nous mobilisant, en bloquant partout nos lieux de travail, imposer la baisse du chômage, cette absurdité de la société capitaliste, qui fait que l'on crève de surcharge de boulot dans les ateliers et les services alors que l'on crève du chômage devant les agences pôle emploi.

Interdiction des licenciements, arrêt des suppressions de postes, une embauche pour chaque départ en retraite, réduction du temps et de la charge de travail (sans réduction de salaire) jusqu'à l'abolition du chômage, voilà quelques unes des revendications du mouvement ouvrier à opposer au rouleau compresseur de casse de l'emploi du MEDEF et de ses laquais du gouvernement.

■ **Initiative Communiste-Ouvrière**

Plus ils s'enrichissent, plus on s'appauvrit !

Au nom de la crise de leur système, on nous rabâche chaque jour qu'il faut se serrer la ceinture, qu'on doit baisser le coût du travail, qu'on doit accepter les politiques d'austérité et de "modération salariale". Pourtant une étude publiée en octobre 2013 du groupe de services financiers Crédit suisse indique que la richesse mondiale « *a plus que doublé depuis 2000, atteignant un nouveau record historique de 241 000 milliards de dollars* ». La même étude indique que la richesse mondiale a crû de 4,9% entre mi-2012 et mi-2013, et de 68% ces dix dernières années. A l'inverse, partout dans le monde, la classe ouvrière subit le chômage, les licenciements, et la misère. Rien qu'en Europe, un rapport de la Croix Rouge indique que dans 22 pays "*le nombre de personnes dépendant des distributions de nourriture* (...) *a augmenté de 75% entre 2009 et 2012*». En France, on compte 14% de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté. En Allemagne, le rapport de la Croix Rouge indique que près de la moitié des contrats signés depuis 2008 sont à court terme, sans sécurité sociale, et 1,3 million de travailleurs ne peuvent subvenir à leurs besoins.

Et pourtant, la richesse mondiale ne cesse d'augmenter et de s'accumuler dans les poches d'une petite minorité de grands bourgeois. Le 1% des plus riches possède ainsi 46% de la richesse mondiale.

Tous les moyens existent pour que chaque être humain ait une vie décente et puisse profiter des formidables richesses que l'humanité est en capacité de produire. Mais comme le constatait déjà Lénine "*Dans la société capitaliste la richesse grandit à une vitesse invraisemblable, en même temps que les masses ouvrières sont frappées par la paupérisation*". Et plus encore qu'à son époque, la révolution prolétarienne et le socialisme sont d'une brûlante actualité.

■ **Camille Boudjak**

Solidarité Ouvrière : Blog de l'Initiative Communiste-Ouvrière
http://communismeouvrier.wordpress.com/

ANI : Mutuelle pour tous ?

Les conséquences de l'ANI (Accord National Interprofessionnel, signé entre le MEDEF, la CFDT, la CFTC et la CGC, et intégré depuis dans la loi) commencent à faire leur apparition ; véritables accords de régression sociale, l'ANI et les accords de compétitivité facilitent les mutations, les licenciements, permettent de diminuer les salaires, court-circuitent les instances représentatives du personnel par le biais de diverses manœuvres comme l'homologation des plans sociaux par la DIRECCTE, par le mandatement de salariés en l'absence de syndicat …

Cet accord est une véritable aubaine pour le patronat qui l'attendait depuis longtemps ; au nom de la « compétitivité » le gouvernement bourgeois, les patrons et des syndicats acquis à leur cause ont provoqué en quelques mois une régression sociale sans précédent.

Les patrons ont comme d'habitude été « arrosés » d'aides diverses et variés, avec le contrat de générations dans les entreprises de moins de 300 salariés des aides pouvant aller jusqu'à 12 000€ sur 3 ans vont être distribuées pour l'embauche d'un jeune en CDI et le maintien dans l'emploi d'un travailleur âgé de plus de 57 ans ! En même temps les accords de compétitivité permettent de baisser les salaires en les ramenant à 1,2 SMIC ! Ce n'est pas de la compétitivité c'est de l'exploitation !

Qu'en est-il de la « mesure phare » de L' ANI : la mutuelle pour tous ?

Le 1er janvier 2016 tous les salariés devront être couverts par une mutuelle d'entreprise obligatoire ; mais pour l'instant personne ne connaît le contenu de cette couverture minimum ; elle doit être fixée par le gouvernement.
Actuellement beaucoup de travailleurs sont assurés par des mutuelles d'entreprises ; certaines proposent des couvertures maladie d'excellente qualité ; le risque de dénonciation de ces accords par le patronat pour repartir sur une mutuelle ou assurance couvrant le minimum légal reste à craindre ; les patrons s'engouffrant dans cette brèche pour diminuer encore leur coûts salariaux.

Face à ces attaques nous devons nous rassembler et nous organiser pour préparer la résistance et reconquérir nos droits, sur nos lieux de travail, dans nos associations, partout ou il est possible de mener des actions efficaces pour faire reculer la politique de la bourgeoisie, chaque avancée même modeste est une victoire et un encouragement pour mener les actions à venir.

Ce n'est que par la lutte que nous pourrons obtenir de véritables changements.

■ **Jean-Yves Zoltar**

Halte à la hausse des prix ! Non à la hausse de la TVA !

Le gouvernement a annoncé une hausse de la TVA pour janvier 2014. Elle devrait passer au 1er janvier 2014 de 19,6% à 20% pour un certain nombre de produits comme les boissons, les vêtements ou les véhicules, et surtout de 7% à 10% pour des produits et services comme la restauration, les transports publics, ou les médicaments non remboursables…

Si Ayrault a promis une grande messe sur la fiscalité avec le patronat et les bureaucraties syndicales, il a d'ores et déjà annoncé qu'il n'était "pas question" de revenir sur ces hausses de TVA. Moscovici a beau demander dans une déclaration touchante de naïveté aux capitalistes de la grande distribution de ne pas répercuter cette hausse sur les prix, on sait très bien qu'elle entraînera une hausse des prix ! Lorsque le ministre des finances demande « qu'il y ait aussi des comportements vertueux, notamment dans un secteur de la grande distribution qui doit montrer un engagement civique aux côtés des Français », autant demander aux Mittal, Peugeot et autres Titan d'arrêter les licenciements qui jettent des dizaines de milliers de travailleurs à Pôle Emploi, bref autant demander à un bouc de donner du lait ! Quelque soit le secteur d'activité, de l'automobile à la grande distribution en passant par l'agro-alimentaire, les seuls «comportements vertueux» que respectent les capitalistes c'est l'augmentation de leur taux de profit.

Si, de façon générale « L'impôt saigne le malheureux » comme le dit l'*Internationale*, alors que les riches, que ce soit par la fraude et les mesures de défiscalisation arrivent à y échapper, la TVA est l'impôt le plus injuste qui soit. La TVA taxe de la même façon l'ouvrier au SMIC que le milliardaire. Et si les grands patrons, malgré la crise, continuent de se gaver, nous travailleuses et travailleurs, ne cessons de voir notre pouvoir d'achat dégringoler. Les prix n'arrêtent pas d'augmenter, alors que nos salaires, allocations-chômage et pensions de retraite stagnent quand ils ne diminuent pas. Dans bien des entreprises, non seulement cela fait des années que les salaires sont gelés, mais le patronat remet en cause de nombreuses primes qui permettaient de mettre du beurre dans les épinards. Avec la hausse de la TVA d'ailleurs, le patronat va se saisir de ce prétexte remettre en cause la « prime TVA » des salariés de la restauration.

Ras-le-bol de trimer à l'usine, dans les bureaux ou sur un chantier sans pouvoir boucler les fins de mois ! Ras-le-bol de devoir survivre avec une pension de misère après une vie passée à suer pour les bourgeois ! Ras-le-bol d'être réduit à la misère et au chômage parce que les capitalistes licencient et que les gouvernements successifs suppriment des postes !

Un niveau de vie décent, alors que le nombre de richesses produites a doublé ces dix dernières années, est notre droit humain le plus fondamental ! Ras-le-bol de n'avoir que des miettes alors que c'est nous, par notre travail, qui faisons tourner la boulangerie et pousser le blé !

Halte à la hausse des prix et à la baisse de notre pouvoir d'achat ! Non à la hausse de la TVA ! Et en attendant de renverser ce système capitaliste qui ne nous apporte que misère et exploitation, exigeons l'indexation des salaires, des allocations-chômage et des retraites sur les prix, pour arrêter d'être appauvris à chaque fois que les prix augmentent !

■ **Initiative Communiste-Ouvrière**



Varin, PDG de PSA, a finalement rennoncé, devant le scandale, à sa retraite-chapeau de 21 millions d'euros... encore qu'il s'en remet au conseil de surveillance du groupe pour décider des conditions de son départ en retraite, c'est-à-dire qu'il devrait partir avec quelques millions quand même. De même PAS a mis de côté 70 millions d'euros pour les six principaux dirigeants du groupe... soit l'équivalent d'une prime de 1.200 euros pour chacun des 60.000 salariés du groupe. Que des millions soient versés à une poignée de grands bourgeois n'a pas empêché la direction d'imposer un contrat anti-social lui permettant d'économiser 125 millions d'euros sur les salaires des travailleurs !

Loi Fioraso et déficit des universités : un nouveau coup dur pour le personnel et les étudiants

Geneviève Fioraso est l'actuelle ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. Son parcours laisse on ne peut plus rêveur : dans la région grenobloise, cette dernière était en effet à la fois PDG de Minatec Entreprises (spécialisée dans les nanotechnologies), maire adjointe de Grenoble, membre ou co-présidente de trois Sociétés d'Economies Mixtes publiques-privée liées à « l'innovation technologique » et évidemment à Minatec Entreprises, ou encore membre d'association de loi 1901 dont la plupart sont liées à la facilitation et la coordination des rapports entre secteurs publics et secteurs privés. C'est donc une ancienne patronne et une lobbyiste convaincue du rapprochement public-privé qui dirige actuellement ce ministère. Son cabinet ministériel et composé très majoritairement de partisans et artisans de la loi LRU… Vous vous rappelez ?

La loi LRU, cette loi qui a rendue autonome financièrement les universités, passant par une diminution considérable de la dotation budgétaire d'Etat, et poussant ces dernières à rechercher d'autres sources de financements, notamment via les entreprises privées ou le mécénat. La loi LRU qui a également transférer la gestion financière et humaine de la « masse salariale » de l'Etat aux universités, avec une accentuation en parallèle des pouvoirs des conseils d'administration et surtout des Président-e-s d'universités, faisant de ces dernier-e-s de vrai-e-s chefs d'entreprises. Cette fameuse loi qui fait qu'actuellement, plus d'un tiers des universités françaises sont en déficit budgétaires (et plus de la moitié en difficultés financières) et utilisent les salarié-e-s comme variable d'ajustement en supprimant des dizaines et des dizaines de postes (voire des centaines dans quelques universités), provoquant suppressions d'heures de cours, surcharge d'étudiant-e-s dans certains TD, et dégradations des conditions de travail et d'études. Cette loi qui pousse les universités, les filières, les centres de recherches et les personnels à la compétition la plus totale, et force actuellement à des suppressions ou fusions de filières (considérées comme insuffisamment rentables pour l'économie capitaliste) voire d'universités…

Et bien non seulement la loi Fioraso ne remet rien en cause de cette foutue loi LRU, mais elle accélère et enfonce le clou de la marchandisation de l'enseignement supérieur et de la recherche.

La loi, passée à l'Assemblée Nationale et au Sénat pendant l'été (comme sa frangine LRU en 2007, on change pas les bonnes méthodes), préconise notamment la mise en place de « communautés d'universités », dont l'objectif principal est de faire fusionner les universités les unes entre les autres, afin de créer de grands pôles régionaux de l'enseignement supérieur censés être compétitifs sur la scène internationale, passant par des fusions de filières et de centres de recherche, pour une soi-disant question de « lisibilité ». Mais ce sont bien les étudiant-e-s les plus précaires et les personnels qui vont trinquer. Toute fusion génère des suppressions de postes. Et toute fusion supprime des filières, empêchant les étudiant-e-s n'ayant pas les moyens de se déplacer à des centaines de kilomètres de chez eux/elles de s'inscrire dans la filière de leur choix. Dans le même temps, les pouvoirs vont se concentrer dans les mains de l'instance dirigeante du regroupement/fusion d'universités, d'ailleurs composée à seulement 50% de membres élu-e-s, les autres étant nommé-e-s et de préférence lié-e-s à l'économie régionale.

Le projet de loi transfère également « l'accréditation des diplômes » directement par les universités et laisse ainsi encore plus de largesse à ces dernières pour concevoir directement leurs propres diplômes, renforçant la régionalisation et la mise en compétition des universités. En parallèle, les UFR (Unité de Formation et de Recherche) vont être supprimées et les universités vont pouvoir créer les composantes qu'elles souhaitent. Rappelons que la nouvelle Licence mise en place à partir de 2012 et finalisée en 2014 introduit les représentant-e-s du « milieu socio-économique régional » dans la conception des enseignements, dans les enseignements, et dans les jurys d'examens. Mis bout à bout, tout se tient : les universités créent des diplômes dont les objectifs sont de former une main-d'œuvre directement exploitable par le patronat local.

De plus, le projet Fioraso prévoit de transformer la Licence en une simple continuité du lycée, reléguant la spécialisation au Master. Cette volonté est à mettre en lien avec la professionnalisation forcée des filières depuis 2007 au moins, où les connaissances fondamentales liées à une discipline sont petit à petit remplacées par des « compétences » communes à toutes les filières (langues, informatique, projet professionnel, etc.), dont l'objectif est bien de faire intégrer des logiques managériales et économiques aux futur-e-s salarié-e-s/ chômeur-euse-s, interchangeables et sans connaissances précises sur le marché du travail. L'idée ici est également de limiter l'accès à la recherche au plus grand nombre, abordable dans un futur très proche uniquement en Master, où la sélection sociale est plus importante. Contrairement à ce que disent les gouvernements successifs, ce n'est pas la professionnalisation qui permettra d'enrayer l'échec en Licence, mais un plan massif de résorption de la précarité étudiante qui gonfle chaque année, poussant les ¾ des étudiant-e-s à se salarier dans le courant de l'année (et plus de la moitié pendant l'année universitaire).

Pour finir, ce projet de loi, dont la tonalité réside principalement dans le rapprochement des universités avec le monde de l'entreprise, va accentuer et accélérer la pénurie budgétaire des universités, poussant ces dernières à supprimer toujours plus de postes et chercher des financements privés. Ce processus est celui le plus prisé dans le monde pour justifier à un moment une hausse importante des frais d'inscription, comme en Angleterre, au Chili, au Canada etc. Déjà en France, les frais d'inscriptions augmentent chaque année bien au-delà de l'inflation, et de manière croissante de la Licence au Doctorat, l'idée étant bien de limiter les longues études aux étudiant-e-s socialement acceptables et compétitifs… Combien de temps allons-nous laisser faire ? En ce moment même, dans plusieurs universités françaises, des étudiant-e-s et des personnels tentent de se mobiliser contre ce projet de loi, contre le déficit des universités, et plus largement contre la sujétion de l'enseignement supérieur et de la recherche au système capitaliste, via des assemblées générales et l'auto-organisation. Il est vrai qu'on ne peut compter sur des organisations syndicales comme l'Unef, organe étudiant des MJS (et donc du PS), pour mobiliser, cette dernière étant favorable à la loi LRU, la professionnalisation des filières, et bien sûr, le projet Fioraso.

Les assemblées générales des universités de Lyon 2, Montpellier 3, Paris 8, Caen, Toulouse 2, ou encore Grenoble, ont mandaté des étudiant-e-s pour se retrouver en CNE (Coordination Nationale Etudiante) à Montpellier 3 (fac la plus mobilisée pour le moment) le week-end du 23-24 novembre afin de se coordonner à l'échelle nationale et établir une plate-forme commune de revendications. Une prochaine CNE aura lieu les 25 et 26 janvier 2014, probablement à Lyon.

Partout, mobilisons-nous et lions nos luttes, contre la marchandisation et la destruction des services publics, la casse du code du travail, des droits sociaux, et l'enrichissement exponentiel de quelques-un-e-s au dépens de la majorité.

■ SL Caen, texte collectif actualisé par Seb

Vague d'exécutions en Iran et silence complice des médias

Par votre silence vous soutenez les prochaines exécutions en Iran. Avez-vous entendu que depuis que le président Rohani a pris le pouvoir en Iran et jusqu'à ce jour 321 êtres humains ont été exécutés en Iran ? Avez vous entendu que le régime islamique a exécuté le 26 octobre en une seule journée 18 prisonniers politiques ?

Avez vous entendu parler des exécutions de masse dans les prisons iraniennes ainsi que des mauvais traitements que subissent les prisonniers, comme le refus de tout soin médical, ce qui a coûté la vie à plusieurs prisonniers ?

Et avez-vous entendu parler du grand mouvement de protestation qui, depuis deux semaines, a fait descendre des masses dans les rues en Iran, dans la zone kurde de l'Irak, mais aussi dans les pays européens et au Canada ?

Oui, c'est un fait : à travers le monde des milliers de personnes sont descendues dans la rue et ont dit non aux exécutions en Iran, ont protesté contre les gouvernements européens et l'Union Européenne, et critiqué aussi le silence des médias. Rien qu'en Allemagne, les gens sont descendus plusieurs fois dans les rues à Cologne et à Berlin pour manifester et sensibiliser sur la situation en Iran. Mais en Iran même aussi il y a eu des manifestations, comme par exemple dans les villes de Marivan et de Saqez.

Le Comité International Contre les Exécutions dénonce fermement le silence des médias européens ainsi que le travail de désinformation mené depuis des mois par les médias européens et allemands selon lequel depuis que Rohani a le pouvoir en Iran tout est correct.

Le président Rohani essaye d'aider le régime iranien et tente pour cela de protéger le système de l'isolement et des sanctions, et c'est ce qu'il fait. A l'opinion publique mondiale, il parle d'une voix douce, mais la population en Iran subit chaque jour le véritable Rohani, et avec lui les exécutions et la brutalité du régime.

Aussi nous rappelons nos revendications aux médias : brisez le silence, informez les gens, dites quelque chose.

■ **Mina Ahadi**

Communistes et amoureux de la liberté appellent à intensifier la lutte contre les exécutions

Dans un appel publié le 12 novembre, plus de 550 militantes et militants, communistes, défenseurs des droits des femmes, militants ouvriers, défenseurs des droits humains, etc.… appellent à l'intensification de la lutte contre les exécutions en Iran. Les signataires déclarent soutenir la campagne contre la peine de mort et pour la libération des prisonniers politiques, et appellent les communistes et amoureux de la liberté à travers le monde à dénoncer par tous les moyens l'actuelle vague d'exécutions de prisonniers politiques en Iran et à intensifier la lutte contre la peine de mort.

■ **Yadi Kohi**

La lutte contre la peine de mort en Iran

Malgré la répression, des manifestations ont eu lieu dans différentes villes du Kurdistan iranien contre l'actuelle vague d'exécution de prisonniers politiques en Iran.

Ainsi la population de la ville de Marivan s'est massivement mobilisé le 5 novembre de 16 à 19 heures pour manifester contre les exécutions de prisonniers politiques et la peine de mort. Cette manifestation a eu lieu malgré les forces de répression qui ont arrêté plusieurs personnes. Le mardi 5 déjà, plusieurs centaines de personnes avaient manifesté en brandissant des portraits de Zaniar Moradi et Loghman Moradi, deux prisonniers politiques originaires de Marivan menacés d'exécution imminente, ou de Habibollah Golparipour, prisonnier politique exécuté le 26 octobre. Des portraits de ces deux prisonniers ainsi que des banderoles contre les exécutions ont également été posés à l'université.

Plusieurs dizaines de personnes ont manifesté à Sanandaj (Kurdistan d'Iran) le 16 novembre à 17 heures contre les exécutions. Au marché aux légumes de la ville, des dizaines de manifestants ont brusquement déployé une banderole et crié des slogans comme "Libération des prisonniers politiques ! Non à la peine de mort, oui à la vie" puis ont traversé le marché devant des milliers de personnes.

■ **Comité du Kurdistan du Parti Communiste-Ouvrier d'Iran**



Assassinat d'un camarade en Irak

Azad Ahmed, membre du bureau politique du Parti communiste-ouvrier d'Irak, a été enlevé et assassiné le 30 octobre entre Souleimaniye et Kirkouk (Irak).

On ne connaît pas encore le groupe terroriste qui a enlevé et assassiné notre camarade, mais il est certain que ce meurtre est lié à l'engagement d'Azad Ahmed dans la lutte pour la liberté et l'égalité, aux côtés de la classe ouvrière et pour le socialisme. Azad Ahmed était un militant ouvrier connu au Kurdistan pour son engagement auprès des travailleurs, mais aussi à travers tout l'Irak face à la barbarie du système capitaliste et de ses différentes fractions terroristes. Lors du soulèvement de 1991 au Kurdistan d'Irak, il avait été un des animateurs des conseils ouvriers. Il avait également été connu pour avoir participé à plusieurs projets pour les droits des enfants à Kirkouk et à Bagdad.Co-fondateur du Congrès des Libertés en Irak, il n'avait cessé de dénoncer le terrorisme qui ensanglante l'Irak, que ce soit celui du militarisme occidental et des troupes d'occupation ou celui des fanatiques religieux.

L'Initiative Communiste-Ouvrière se joint à ses camarades d'Irak et d'Iran et adresse ses plus sincères condoléances à la familles, aux amis, aux proches et aux camarades de Azad Ahmed.

Pour soutenir l'Initiative Communiste-Ouvrière :
Virement sur le compte "Un Monde Meilleur", Crédit Mutuel Europe , Coordonnées Bancaires : Banque : 15629 Guichet : 02715 Compte : 00042945701 Clef : 57
Par chèque adressé à "Un Monde Meilleur", c/o Nicolas Dessaux, Appt 2143, 43 rue du Maréchal Lyautey, 59370 Mons-en-Baoeul